

vernement des Etats-Unis. Celui-ci a pu se rendre compte que l'efficacité même de certaines de ses politiques se trouve réduite à cause de la présence d'un grand nombre de firmes américaines à l'étranger; il a aussi été forcé, compte tenu des conditions auxquelles il fait face, d'adopter certaines politiques dont il n'aurait pas éprouvé le besoin si les firmes américaines à l'étranger avaient été peu nombreuses et de faible importance.

Les problèmes sont apparus notamment en matière de politique étrangère. Les Etats-Unis, par exemple, refusent de commercer ou imposent tout au moins des restrictions aux échanges avec un certain nombre de pays du monde. Si ces restrictions ne s'appliquaient pas également aux firmes américaines à l'étranger, la politique étrangère en question risquerait fort de n'être autre chose qu'un voeu pieux. Mais en étendant la politique aux filiales localisées dans des pays étrangers qui n'ont pas nécessairement les mêmes objectifs que les Etats-Unis ceux-ci indisposent grandement les gouvernements des pays d'accueil et ce n'est certes pas la meilleure façon de se créer une image favorable dans le monde. Nous reviendrons plus loin sur les problèmes que pose l'application extraterritoriale des lois américaines pour les pays d'accueil. Il convient cependant de noter que, dans la mesure où un plus grand nombre de firmes autres qu'américaines deviendront plurinationales, plusieurs pays du monde feront face au même dilemme que celui qui confronte les Etats-Unis.

La balance des paiements et le système monétaire international constituent un autre domaine où la présence de firmes plurinationales peut poser des problèmes au gouvernement du pays investisseur. Si la balance des paiements du pays investisseur semble, dans certaines hypothèses, s'améliorer après quelques années, il est certain qu'au moment de la sortie de capital initiale, la balance se détériore. Si cette sortie se produit dans une pé-